DES LECTEURS

La face cachée de l'aide

Nous savons tous que l'aide à l'Afrique subsaharienne n'a pas toujours été utilisée à bon escient. Mais je conviens également avec Marc Sundberg et Alan Gelb («Pour que l'aide soit utile», décembre 2006) qu'une grande partie de l'argent n'était déjà pas destinée au développement.

Trop souvent, l'aide est détournée à des fins personnelles. Mais elle sert aussi en partie à financer des activités subversives — notamment des guerres injustes — en Afrique subsaharienne. De quelle autre source de financement ces pays disposent-ils pour mener des guerres coûteuses?

Un pays donateur qui aide un gouvernement illégitime ou un groupe rebelle ne défend que ses propres intérêts géopolitiques — déstabiliser le pays bénéficiaire ou installer un gouvernement fantoche. Au final, les donateurs calculent toujours l'efficacité de leur aide en matière de développement malgré leurs arrières pensées initiales, et reprochent ensuite aux bénéficiaires de n'avoir pas fait un bon usage de l'aide. Le moment est venu de rétablir la vérité des faits. L'échec de l'aide au développement ne devrait plus être analysé en termes généraux, mais pays par pays.

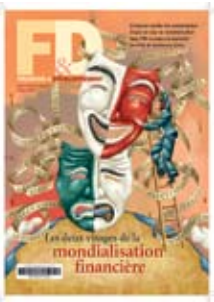
Les donateurs eux-mêmes sont en partie responsables de cet échec. Dorénavant, appelons un chat un chat afin que l'aide puisse enfin produire les résultats escomptés.

Ikechukwu-Maria N.H. Okoye
Consultant en marketing, Lagos, Nigéria

Réponse des auteurs

M. Okoye soulève une question importante, à laquelle nous souscrivons entièrement : les donateurs doivent assumer en partie la responsabilité de l'échec de l'aide et du détournement d'une grande partie de l'argent vers des fins non liées au développement. Il suggère que les donateurs cessent d'assister des régimes corrompus. Ce point de vue trouve de plus en plus d'écho chez les donateurs. En effet, pour les organismes multilatéraux, la bonne gouvernance est le critère primordial d'octroi de l'aide et revêt une importance croissante pour l'aide bilatérale. Mais la gouvernance est une question complexe. Certains pays à faible gouvernance enregistrent une forte croissance et améliorent leurs indicateurs sociaux (Bangladesh et Cambodge), et de nombreux pays mal gérés (y compris des États fragiles) ont encore d'énormes besoins sociaux et humanitaires. L'aide doit être mieux distribuée et orientée de manière à atteindre les gens qui en ont vraiment besoin.

N'abusez pas de la PPA



L'article de Tim Callen («Le marché ou la PPA : quelle base de comparaison choisir?», mars 2007) résume admirablement les principales questions concernant l'utilisation des taux de change à PPA.

Toutefois, s'agissant du recours aux PPA pour mesurer globalement la taille relative des économies riches et pauvres, l'auteur sous-estime largement le caractère problématique de l'exercice, une position qui revient dans beaucoup d'autres publications du FMI.

Les PPA sont effectivement essentielles pour comparer les niveaux de vie des différents pays, surtout en cas de désalignement des taux de change. Il est aussi vrai qu'elles nous permettent d'éviter des distorsions dues à des déviations transitoires des taux de change du marché à partir de valeurs d'équilibre à moyen terme.

Mais les PPA exagèrent systématiquement la productivité et la production des pays pauvres. Cela tient au fait que l'exercice de calcul de la PPA réévalue la production de tous les pays à des prix qui sont proches de ceux des pays riches. Ainsi (comme le reconnaît d'ailleurs M. Callen), les ajustements les plus importants sont apportés aux prix des biens et services non échangés produits abondamment et à peu de frais par une main-d'œuvre peu spécialisée dans des pays pauvres. Mais, en affectant les prix de pays riches à ces produits, on attribue de façon implicite et très trompeuse la productivité des pays riches à la main-d'œuvre employée, surestimant largement le potentiel productif des pays pauvres.

En somme, les PPA exagèrent la «taille» des économies pauvres. Leur utilisation dans ce contexte, certes généralisé actuellement, devrait être découragée.

Patrick Honohan
Professeur, Trinity College Dublin, Irlande

Des antirétroviraux pour tous

La rubrique «En bref» de *F&D* (septembre 2005) souligne le besoin impérieux de nouveaux financements pour la lutte contre le sida en Afrique, continent qui regroupe près de 60 % des victimes. Certes, les maladies sociales — dont les infections transmises sexuellement — sont difficiles à éradiquer. Mais on peut en réduire le risque pour la santé publique. Prenez le cas de l'Ouganda, qui a reçu une aide substantielle ces dernières années. Ce pays affiche encore un taux de fécondité assez élevé de 6,9 %, une croissance démographique annuelle de 3,4 % et un taux de prévalence du VIH stable à 6–7 %.

Le problème, c'est que l'aide, indépendamment de son volume, ne peut être efficace que si les politiques reposent sur des données fiables. Pour juguler la propagation du VIH/sida, il faut stopper les nouvelles infections. Il est désormais largement démontré qu'une thérapie à court terme combinant des médicaments antirétroviraux empêche la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Nous savons aussi que le risque de transmission hétérosexuelle baisse de 98 % si l'on maintient la concentration du VIH dans la circulation sanguine (la fameuse charge virale) à moins de 1500–1700 copies d'ARN par ml — ce qui est possible avec des antirétroviraux.

Il semble logique de préconiser l'utilisation de ces médicaments comme moyen supplémentaire d'enrayer les nouvelles infections. Il faut changer de politique afin de porter la couverture des traitements aux antirétroviraux en Ouganda de 15 % actuellement à toutes les personnes atteintes du VIH/sida.

Dr. Biryahwaho Benon
Chef, HRL/QA
Uganda Virus Research Institute